

Monsieur le Directeur,

La reprise du mois de septembre 2017 sera fortement marquée par la mise en œuvre d'une N^{ième} réforme territoriale qui va malheureusement conduire une fois de plus à la fermeture de postes comptables, et de par le fait, à la désertification administrative de notre département. Ces évolutions décidées par vous, sont générées principalement par les suppressions massives d'emplois à la DGFIP, décidées par les gouvernements successifs depuis plus de dix ans. Si l'Alliance condamne cette politique qui conduit à une dégradation du territoire en matière de services publics, elle se préoccupe en priorité des incidences pour les agents. Comme partenaire social, l'Alliance veille au respect du dialogue et des consultations nécessaires entre les directions et les agents. Elle veille également à ce que les agents impactés par ces restructurations bénéficient de tous les dispositifs existants pour accompagner les éventuelles mobilités.

La priorité de l'Alliance, conformément à ses valeurs dans de telles circonstances, est de permettre aux agents impactés de rester proche de leur bassin de vie afin de conserver le meilleur équilibre possible entre vie personnelle et vie professionnelle. Lorsque la mobilité est effective pour l'agent, elle doit être accompagnée, notamment sur le plan financier. Vos projets sur le devenir des collègues de la Recette des Finances de Boulogne sont réellement opaques et ne définissent pas du tout leur réel devenir. Vos propositions de détachement ne conviennent vraiment pas. De plus, la situation de détachement pour un agent est une situation par définition instable. Ce n'est pas ce que nous souhaitons pour nos collègues.

Une fois de plus, tout va se passer dans l'urgence et la précipitation. En effet, au cours des précédents CTL, et en particulier au cours de celui du 4 juillet écoulé, nous vous avons défini la possibilité d'un éventuel calendrier. Les élections présidentielles sont certes terminées courant mai et les législatives courant juin, mais il était évident que le nouveau gouvernement ne serait réellement opérationnel qu'à la rentrée de septembre. Dans ces conditions, faire des projets de restructurations sur une période allant de septembre à décembre, soit 4 mois, nous paraissait assez irréaliste, compte tenu d'un délai beaucoup trop court. Bien évidemment, vous n'avez nullement tenu compte de cette proposition, et vous allez donc procéder à vos restructurations en moins de 4 mois. On pouvait difficilement imaginer une pire situation que celle-ci. Les collègues de Boulogne n'ont actuellement que peu de visibilité sur leur avenir, et ceux de Rouvroy et Vimy, vont devoir travailler dans des conditions de mauvaise qualité. En effet, avant vos tristes projets, il y avait à Vimy environ 18,50 m² de disponible pour chaque agent, et après votre intervention, il n'y en aura plus que 11,50. Bien évidemment, ces chiffres ne doivent pas vous parler beaucoup, compte tenu que la dimension de votre lieu de travail dans l'Immeuble Brassard est « pharaoniquement gigantesquissime » par rapport à ce chiffre de 11,50.

L'Alliance ne peut que regretter le peu d'écoute que vous lui avez accordé. Vos restructurations vont se faire, mais malheureusement, les êtres humains ne sont pas au centre de vos préoccupations. Ils en sont même bien loin. Vos seules réelles préoccupations sont de rentabiliser la DDFiP du Pas de Calais, sans tenir compte soit des graves soucis des agents concernés, soit d'une évolution dangereuse de la désertification de notre département. Mais, après tout, le public, il n'a qu'à se servir d'Internet...

Au final, nous sommes vraiment inquiet pour l'avenir et le devenir de agent(e)s des finances publiques du Pas de Calais. En effet, si grâce à votre « Stakhanovisme Dégéfi-pien » en matière de restructurations vous parvenez à mener à terme 5 restructurations en moins de 4 mois, on ne peut que s'interroger et s'inquiéter sur ce que vous pourriez produire et détruire sur un an...

Les représentant(e)s de l'Alliance

Gilles Delwaulle, SIE Lens

Gabriel Gaillard, E D R 62

Jean-François Waille, trésorerie de Beuvry

Martine Hennequin, DDFiP Arras

Johann Waelles, trésorerie de Vimy

